

Florence LE GUELLAFF
92 rue Pelleport
75020 PARIS

Tél./ Fax : 01 43 61 80 79
Mail : florence.le.guellaff@free.fr

FORMATION

Etudes supérieures de droit à l'Université Panthéon-Assas (Paris II)

- Admissible au Concours national d'agrégation de l'Enseignement supérieur pour le recrutement de professeurs des Universités en Histoire du droit, des institutions et des faits économiques et sociaux (1998).
- Doctorat en Droit (9 novembre 1996, mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité).
- D.E.A. d'Histoire du Droit, de l'Economie et de la Société (février 1990, mention bien).
- Maîtrise en Droit Privé, mention Droit des Affaires (juin 1988, mention assez-bien).
- Licence en Droit (juin 1987).

Formation en Information, Communication, Droit de la propriété intellectuelle

- Formation suivie à l'Institut Français de Presse, Paris, 1989-1990.
- Participation à des sessions de sensibilisation à la propriété intellectuelle, Nancy-Université, PRES de l'Université de Lorraine, les 6 et 27 mai 2010 (thèmes étudiés : Les contrats, Le droit d'auteur).

Formation en Management et Stratégie

- Participation à l'atelier formation "Approche Processus", à Nancy, AIPL, le 22 février 2011 (stage dispensé par le PRES de l'Université de Lorraine, Centre de Ressources en Assurance Qualité);
- Participation à l'atelier formation "Conduite de Projets", à Nancy, PRES de l'Université de Lorraine, les 14 et 15 mars 2011 (stage également dispensé par le PRES de l'Université de Lorraine, Centre de Ressources en Assurance Qualité).

Formation militaire supérieure

- Ancien auditeur de l'IHEDN, 157ème SR, Reims, 2004.
- Stage d'information sur les menaces d'investigations extérieures (séminaire dispensé par l'IHEDN, en partenariat avec la DCSSI, le SGDN, la DGSE et la DST), 257ème session (SIDPC), Paris, 2004.
- Brevet technique des officiers de réserve (BT/OR), Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine, Ecole Militaire à Paris, 2003.

FONCTIONS

Fonctions militaires

- Commissaire principal de la Marine (Réserve opérationnelle), de 2003 à 2008. Rédacteur au bureau "Droit de la mer et Evénements de mer", à la Direction Centrale du Commissariat de la Marine à Paris.

Fonctions universitaires

- **Maître de conférences en droit à l'Université de Lorraine (depuis le 1er septembre 1998), classe normale, 9ème échelon depuis le 16 septembre 2018 (INM 830).**
- Attachée temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université de Rouen - Faculté de droit (année 1994-1995).
- Attachée temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université Paris II - Faculté de droit d'Assas (année 1993-1994).
- Moniteur à l'Université Paris XII - Faculté de droit (de 1991 à 1993).
- Allocataire de recherche à l'Université Paris II (de 1990 à 1993).
- Chargée de T.D. vacataire en Histoire contemporaine et en Histoire du Droit à l'Université Paris XII (année 1990-1991).
- Chargée de T.D. vacataire en Droit des Affaires à l'Université Paris II (de 1988 à 1991).

ENSEIGNEMENT

PRES de l'Université de Lorraine, Formation continue :

- Droit des espaces.

Université de Lorraine, Faculté de Droit et d'Economie de Nancy :

- Séminaire d'Histoire du droit de l'environnement - Master 2 Droit Public.
- Séminaire d'Histoire du droit de l'urbanisme – Master 2 Droit Public.
- Cours magistral d'Histoire du droit des affaires – Master 1 Droit
- Cours magistral d'Histoire de l'Etat libéral (1814-1914-1930) – Etude politique et économique, pratique et doctrinale, France-Angleterre-Etats-Unis, L3 Droit.
- Cours magistral d'Histoire des obligations (du droit romain au Code civil), L2 Droit.
- Cours magistral (avec TD) d'Introduction à l'étude du droit français et du droit international – L1 Droit.
- Cours magistral (avec TD) d'Histoire des Institutions (476-1789) - L1 Droit.
- Cours magistral d'Histoire des régimes et problèmes politiques contemporains (1789-1946), L1 Droit.
- Cours d'Histoire du droit constitutionnel comparé : France, Angleterre, Etats-Unis – Licence Professionnelle Droit du Patrimoine.
- Cours d'Histoire des Institutions Centrales de la France – Licence Professionnelle Droit du Patrimoine.
- Cours magistral d'Histoire des faits économiques (Etude de l'influence réciproque de l'économie et de la guerre, du XVIème siècle à 1814) – L1 Economie.
- T.D. d'Histoire du Droit, de l'Antiquité à la fin de la période Féodale.
- T.D. d'Histoire du Droit, du Moyen Age à la Révolution.

Université de Lorraine, Nancy, UFR AES, ISAM-IAE :

- Cours magistral d'Histoire des faits économiques (Etude de l'influence réciproque de l'économie et de la guerre à l'Epoque Moderne), L1 AES.

Université de Lorraine, Centre d'Etudes Juridiques à Epinal :

- Cours magistral d'Histoire de l'Administration (476-1914) - L2 Droit.
- Cours magistral (avec TD) d'Histoire des Institutions (987-1789) - L1 Droit.
- Cours magistral d'Histoire des régimes et problèmes politiques contemporains (1789-1914) – L1 Droit.

Université de Rouen, Faculté de Droit :

- Cours magistral d'Histoire des Institutions (1750-1814) – L1 AES.
- Cours magistral (avec TD) d'Histoire contemporaine (1814-1946) – L1 Droit.

Université de Paris - Val de Marne (Paris XII – Créteil), UFR AES :

- T.D. d'Histoire contemporaine : 1789-1946 (année universitaire 1990-1991).
- T.D. d'Histoire du Droit :
 - de 1789 à 1946 (année universitaire 1990-1991);
 - de 1789 à 1870 (année universitaire 1991-1992);
 - de 1789 à 1848 (année universitaire 1992-1993).
- T.D. de Méthodologie en Histoire du Droit (1991-1992 et 1992-1993).

Université Panthéon-Assas (Paris II) :

- T.D. d'Histoire des Institutions (476-1789).
- T.D. de Droit des Affaires.

I.P.A.G. Paris II :

- Cours d'Histoire constitutionnelle (1789-1958).
- Cours et T.D. de préparation à l'épreuve de Droit public (droit administratif et droit constitutionnel) pour les concours administratifs de catégorie A.

Université de Bretagne-Sud (Lorient), Faculté des Lettres :

- Intervention dans le cadre du séminaire de l'Ecole doctorale du SOLITO "Histoire et Sciences du Littoral et de la Mer", consacré aux "Institutions et Sociétés littorales", les 14 et 15 février 2003, sur "Les Institutions de la course sous la Révolution, le Consulat et l'Empire".

RECHERCHE

- Lauréate de l'Académie de Marine
- Lauréate de l'Université Panthéon-Assas (Paris II)
- Lauréate de l'Association des Historiens des Facultés de Droit

TRAVAUX DE DROIT PUBLIC :**Thèse :**

- *Une institution d'Ancien Régime à l'épreuve de la Révolution : le droit de la guerre de course*, thèse droit dactylographiée effectuée sous la direction de Monsieur le professeur Guy Antonetti, Université Paris II, 1996, 4 volumes, in-4°, 1220 p. + CLVIII p.

1er prix de thèse de l'Association des Historiens des Facultés de Droit (1997), prix de thèse de l'Université Paris II (1997).

Les aspects juridiques de la course avaient été jusqu'alors peu étudiés, tout comme l'histoire de la course à l'époque révolutionnaire et napoléonienne. Plus de 1500 décisions manuscrites du Conseil des prises napoléonien ont été analysées.

L'intérêt de la période est à souligner dans la mesure où, à travers l'étude de la course, se pose le problème de la confrontation des pratiques anciennes en vigueur sous l'Ancien Régime avec les principes juridiques nouveaux issus de la Révolution. L'étude de l'évolution historique de la législation, depuis le Moyen Age, a été reportée dans les notes.

Livre :

- *Armements en course et Droit des prises maritimes (1792-1856)*, Presses Universitaires de Nancy, Nancy, 1999, in-8°, 928 p. + CIII p.

Prix "Georges Leygues" de l'Académie de Marine, 17 octobre 2000.

Publication subventionnée par le Ministère de l'Education Nationale, l'Association des Historiens des Facultés de Droit, et le Comité de Documentation Historique de la Marine.

Pour un compte-rendu de l'ouvrage, cf. Richard Hill, *International Journal of Maritime History*, Canada, décembre 2002, vol 14, part 2, pp. 466-467.

L'intérêt juridique d'une recherche sur les armements en course dépasse le droit international public (droit de la guerre, droit de la mer, droit des prises, droit des neutres) pour embrasser de nombreuses autres branches du droit : le droit maritime (avec l'étude du navire et des règles de la navigation en temps de guerre), le droit du travail (avec l'étude des contrats d'engagement des équipages, et aussi de la carrière des membres du Conseil des prises), le droit des affaires (avec l'étude des sociétés d'armement en course), la procédure civile et administrative (à travers l'étude du déroulement de la procédure devant la juridiction des prises et des voies de recours ouvertes contre les décisions rendues en matière de prises maritimes), le droit social (avec la question des retraites et des pensions pour invalidité), *etc.*

Articles :

- Contribution au *Dictionnaire du XIXème siècle européen* publié sous la direction de Madame Ambrière, PUF, 1997, v° *Course*, pp. 288-289.

- "Course et Diplomatie : l'abolition de la course par la Déclaration de Paris du 16 avril 1856", communication de 50 minutes faite devant le Comité de documentation historique de la Marine, Musée de la Marine à Paris, le 20 juin 2000.

Article (partiellement) publié dans le recueil des Actes de la *Journée d'Etudes sur la guerre de course*, commémoration <<2004>> associée, dixième anniversaire de l'Institut Universitaire de technologie de Saint-Malo - quarantième anniversaire de l'Association des Descendants de capitaines corsaires, Saint-Malo, 3 décembre 2004, in-4°, pp. 54-59.

Publication intégrale parue dans le *Bulletin de l'Association des descendants de capitaines corsaires (A.D.C.C.)*, Année 2004, 40ème anniversaire, n° 37, 1er trimestre 2005, in-4°, pp. 49-52.

- "La question de l'abolition de la course, depuis le débat devant l'Assemblée nationale législative (1792) jusqu'à la Déclaration de Paris (1856)", communication de 50 minutes présentée à la séance publique de l'Académie de Marine, à l'ENA, à Paris, le 15 mai 2002.

Publiée dans le Recueil des *Communications et Mémoires* de l'Académie de Marine, Ministère de la Défense, année académique 2001-2002, n° 3, in-8°, pp. 49-76.

- "Droit et guerre contre les communications maritimes (1854-1945)", conférence de 2 heures prononcée devant le Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine, à l'Ecole Militaire, à Paris, le 11 juillet 2002, au profit des officiers de la marine du C.I.D. (Collège Interarmées de Défense, ex-Ecole de Guerre). Article reproduit dans le *Bulletin d'Etudes de la Marine* n° 25, décembre 2002, in-4°, pp. 86-94.

- "La loi du pavillon, un frein à l'action de l'Etat en mer", *Bulletin d'Etudes de la Marine* n° 29, juillet

2004, in-4°, pp. 67-73.

- "La loi du pavillon, un concept périmé en cours d'évolution ?", *La Revue Maritime* n° 469, juillet 2004, in-8°, pp. 38-54.

- "La lutte en mer contre les trafics illicites ", *Revue Défense Nationale, La revue du débat stratégique*, n° 671, janvier 2005, in-8°, pp. 63-73.

- "Les modalités d'exercice par les corsaires de leurs pouvoirs en mer pendant les guerres de la Révolution, du Consulat et de l'Empire", *Bulletin de l'Association des descendants de capitaines corsaires (A.D.C.C.)*, Année 2005, n° 38, janvier 2006, in-4°, pp. 47-58.

- "The French maritime prize court in the Revolutionary and Napoleonic Age (1792-1814)" (en français : "La juridiction française des prises maritimes à l'époque révolutionnaire et napoléonienne"), Actes du colloque "*In the Embrace of France. The Law of Nations and Constitutional Law in the French Satellite States in the Revolutionary and Napoleonic Age (1789-1815)*", Acts of the International Conference held at Tilburg University, Faculty of Law, on April 27-28th, 2006, published by Beatrix Jacobs, Raymond Kubben and Randall Lesaffer, in the series on the History of the Law of Nations of the Max-Planck Institut für europäische Rechtsgeschichte, Frankfurt am Main, Studien zur Geschichte des Völkerrechts, 18 Nomos, Verlagsgesellschaft, Germany, Baden-Baden, 2008, 175 p., pp. 141-150.

Compte-rendu :

- "Le droit international face aux nouvelles formes de menaces contre la paix et la sécurité internationales", compte-rendu des *Journées d'étude de la Société française pour le droit international et de la Deutschen Gesellschaft für Völkerrecht* (organisées à l'Université Paris I, avec le concours du Ministère de la Défense et du Ministère des Affaires étrangères, les 29 et 30 novembre 2002) effectué pour le Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine à Paris, fascicule in-8°, 11 p. (diffusé sur Cederom).

Rapports collectifs :

- "Menaces et risques : Quelles vulnérabilités pour la France et l'Europe du XXIème siècle ?", rapport collectif effectué dans le cadre de la 157ème session régionale de l'IHEDN, Reims, mai 2004, comité 4, in-4°, 17 p.

- "Etats défaillants et reconstruction des Etats : Défis pour la sécurité internationale et européenne", rapport collectif effectué dans le cadre du Comité d'Etude de l'IHEDN, AR 16 Paris, année 2004-2005, in-4°, 30 p.

TRAVAUX DE DROIT PRIVE :

- "La composition des équipages des bâtiments armés en course sous la Révolution, le Consulat et l'Empire", communication de 50 minutes présentée devant le Comité de documentation historique de la Marine, au Musée de la Marine à Paris, le 13 juin 1995, et publiée dans la *Revue du Comité de documentation historique de la Marine, Communications (1994-1995 et 1995-1996)*, Service Historique de la Marine, Vincennes, 1998, in-8°, 380 p., pp. 187-210.

RECHERCHES EN COURS :

- Dictionnaire prosopographique des membres du Conseil des prises (plus de 250 p. déjà écrites; l'étude prosopographique, étendue aux ascendants et descendants, nécessite de nombreux déplacements en France et à l'Etranger; mise en comparaison avec les magistrats de l'ordre administratif et judiciaire; publication prévue aux Editions SPM-L'Harmattan);
- Article sur les transactions en temps de guerre (17ème-20ème siècles). Les recherches sont en voie d'achèvement. Reste à effectuer une comparaison avec l'Angleterre et l'Espagne.
- Recherche de droit des affaires sur les lettres de change et la réglementation des faillites au XVIIIème siècle. La partie recherche est achevée et la rédaction quasiment finalisée. Cette longue étude donnera lieu à la publication de deux articles.
- Livre sur l'Enseignement Supérieur depuis 1968. Etude comparative avec d'autres pays (Grande-Bretagne, Espagne, Etats-Unis, Mexique). Etude centrée sur la période postérieure à 1968, mais avec une approche comparative historique. Recherches en cours.

AUTRES ACTIVITES SCIENTIFIQUES

I - Membre du jury de thèse de Pierre Vicq, "Le sel en Lorraine : réglementation forestière des bois affectés aux salines et politique de lutte contre le faux-saunage, 1698-1789", soutenue à la Faculté de Droit de l'Université Nancy 2, le 26 septembre 1998.

II - Membre du Comité scientifique de la *Revue d'Histoire Maritime* (1997-2000).

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES

I – Coordonnateur de la commission consultative de discipline (CCD) d'Histoire du droit de l'Université Nancy 2, de 2009 à 2012.

II – Directeur des Etudes, L3 Droit, Nancy 2, année 2009-2010.

III – Enseignant-Référent, L1 Droit (*Coaching* Introduction au droit), Nancy 2, année 2008-2009.

IV - Membre titulaire de la Commission de spécialistes d'Histoire du droit de la Faculté de droit de Cergy-Pontoise, de 2004 à 2008.

- Membre suppléant de la Commission de spécialistes d'Histoire du droit de la Faculté de droit de Reims, de 2001 à 2008.

- Membre suppléant de la Commission de spécialistes d'Histoire du droit de la Faculté de droit de Dijon, de 2001 à 2008.

V - Président de jurys du baccalauréat :

- Lycée J. Callot à Vandoeuvre, en Meurthe et Moselle, jury 119, série ES, les 5, 7 et 8 juillet 1999;
- Lycée R. Poincaré à Bar-le-Duc, dans la Meuse, jury 204, série ES, les 1er, 5 et 6 juillet 2004.

DIVERS

- Membre de l'Association Régionale de Paris (AR 16) des auditeurs de l'IHEDN (depuis 2004);
- Invitée permanente de l'Académie de Marine (depuis 2003);
- Secrétaire général du Comité de documentation historique de la Marine (1994-2000);
- Membre du Comité de documentation historique de la Marine (1991-2000);
- Membre de la Société Française d'Histoire Maritime (2000-2007).